



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

terrorisme

Question au Gouvernement n° 2486

Texte de la question

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

M. le président. La parole est à M. Laurent Wauquiez.

M. Laurent Wauquiez. Monsieur le président, mes chers collègues, ma question s'adresse à M. le Premier ministre.

L'unité nationale face au terrorisme islamique est nécessaire, et l'UMP y tient toute sa place. Cette période suppose que chacun pèse ses mots car les mots ont leur importance. Vous avez parlé hier, monsieur le Premier ministre, d'un apartheid dont seraient victimes les quartiers en France.

Mme Valérie Boyer. Scandaleux !

M. Laurent Wauquiez. Un apartheid ! C'est-à-dire le racisme d'État, la ségrégation des populations noires par la population blanche en Afrique du Sud. Nous serions donc responsables. La France serait-elle raciste selon vous ? Monsieur le Premier ministre, la France n'est pas Soweto, la France n'est pas l'apartheid. En disant cela vous affaiblissez nos valeurs alors qu'il faut les défendre. *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)*

Il faudrait, selon vous, encore plus de moyens dans les quartiers pour faire reculer l'intégrisme et le terrorisme. C'est une profonde erreur. Vous pourrez mettre des milliards d'euros, que vous ne changerez rien, si vous ne commencez pas par rétablir l'autorité républicaine. En disant cela, vous expliquez l'inexplicable. C'est cette culture de l'excuse qui conduit à cautionner la violence. Les jeunes seraient victimes de la France et il serait donc normal qu'ils se retournent contre la République ? Non ! Bien sûr, il y a des difficultés mais rien n'excuse l'intégrisme islamique et la priorité n'est pas de donner davantage de moyens ou de prendre de nouvelles mesures sociales, mais de remettre de l'autorité et de sortir du laxisme qui a régné depuis trop d'années. *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)*

Vous dites qu'il ne faut plus parler d'intégration et d'assimilation. Nous pensons au contraire qu'il faut réaffirmer l'autorité du pacte républicain. Toutes les personnes, quelle que soit leur origine, doivent respecter les règles communes et s'intégrer. La France n'est pas et ne sera jamais le communautarisme. Nous tenons à l'intégration, nous tenons à l'assimilation.

Il faut des actes. Vos propos ne sont pas compatibles avec l'unité nationale. *(Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)* La République n'a pas à s'excuser. La réponse attendue est une réponse d'autorité et de fermeté pour réaffirmer les valeurs de la République. *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)*

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Manuel Valls, Premier ministre. La question s'adressant très clairement à moi, je vais y répondre bien volontiers. Je l'ai déjà dit, l'unité nationale ne doit pas empêcher le débat et il est normal que vous me posiez toutes les questions nécessaires pour que nous cherchions des solutions, avec modestie toutefois car nous sommes face à des défis considérables. C'est tout simplement ce que j'ai voulu dire.

Je le dis modestement, avec mon expérience, non pas de Premier ministre ou de ministre de l'intérieur, mais d'élus de la banlieue parisienne, de maire d'Évry pendant onze ans : les mots que j'ai utilisés hier, en parlant de processus de ségrégation, de ghettoïsation, d'apartheid territorial, social, ethnique, pour un certain nombre de quartiers, je les ai toujours employés car, comme d'autres, ici, sur tous les bancs, j'ai vécu directement les situations qu'ils désignent. Je les utilise justement parce que je suis profondément républicain, comme vous tous, (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, RRD et UDI*) et parce que la réponse réside dans l'État, l'ordre républicain, la République. Tout comme vous, monsieur Wauquiez, je ne peux accepter que dans un certain nombre de quartiers de ce pays que j'aime comme vous, l'on entasse les mêmes populations avec les mêmes origines et aujourd'hui la même religion. Ce n'est pas cela, la France. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Moi, je veux une réponse et je veux que cette réponse soit apportée par l'État, l'ordre républicain, que je défends comme beaucoup ici depuis des années. Cette réponse est aussi celle des moyens car ils sont nécessaires. Nous avons commencé à en donner les premiers éléments la semaine dernière mais plus particulièrement ce matin, après les mesures que nous avons présentées en conseil des ministres, car on lutte contre le terrorisme, le djihadisme et l'islamisme radical en donnant encore plus de moyens à la police, à la gendarmerie et aux renseignements. Nous le faisons depuis deux ans et nous allons continuer parce que cette priorité nous unit tous.

M. Christian Jacob. Non ! Ce n'est pas ce que vous faites depuis deux ans !

Mme Claude Greff. Et pourquoi parler d'apartheid ?

M. Manuel Valls, Premier ministre. L'autre réponse est bien plus compliquée. C'est la réponse républicaine. Beaucoup a été fait depuis des années, en particulier au niveau de la politique de la ville dont le président de l'Assemblée nationale a été un maillon important. Il y a encore quelques semaines, nous avons célébré avec Jean-Louis Borloo le dixième anniversaire de l'Agence nationale de rénovation urbaine. Pas moins de 5 milliards ont encore été annoncés.

Mme Claude Greff. La rénovation urbaine, c'est nous, pas vous !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Depuis trente ans, la politique de la ville, la rénovation urbaine, les moyens accordés sont accompagnés de politiques publiques qui sont similaires.

M. Franck Gilard. Ça ne marche pas !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Reconnaissons cette forme de continuité mais aussi les échecs.

N'oublions pas qu'avant ces terribles événements se posaient déjà la question des fractures territoriales – qui ne concerne pas, d'ailleurs, les seuls territoires urbains –, celle d'un sentiment de relégation plus général,...

M. François Sauvadet. Ça, c'est vrai !

M. Manuel Valls, Premier ministre. ...une crise d'identité, une crise de confiance à l'égard des responsables publics mais aussi des élites. Toutes ces données demeurent et se trouvent même accentuées malgré la formidable réponse du peuple français.

M. Sylvain Berrios. C'est vous qui avez créé les ghettos !

M. Manuel Valls, Premier ministre . Face à cela, je veux qu'on dise clairement les choses. Les solutions pourront parfois nous séparer mais ne nous livrons pas à de faux débats, monsieur Wauquiez. La République, l'ordre républicain, l'État, les services publics, la lutte contre les inégalités, les moyens que nous donnons, et qu'il faudra amplifier, à l'école de la République pour recréer une espérance : voilà ce que je veux.
(*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Monsieur Wauquiez, vous ne me trouverez pas, ni sur le terrain de la polémique, ni sur celui des faux débats car le moment est trop important pour rompre l'unité nationale que je veux porter et incarner. Elle est en effet plus que jamais nécessaire. C'est ce que les Français attendent de nous et nous devons nous mettre au niveau de leurs exigences. (*Vifs applaudissements sur les bancs des groupes SRC et RRDP.*)

Données clés

Auteur : [M. Laurent Wauquiez](#)

Circonscription : Haute-Loire (1^{re} circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2486

Rubrique : Ordre public

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [22 janvier 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [22 janvier 2015](#)